

Grippe A : l'enquête qui pourrait révéler l'intox

Le Conseil de l'Europe met les pieds dans le plat en décidant d'examiner l'influence exercée par les grands laboratoires dans la promotion d'une campagne de panique destinée à pousser les pouvoirs publics à l'achat massif de vaccins.

Le tintamarre mondial autour de la vaccination contre la grippe A (H1N1) n'était-il finalement qu'une formidable opération d'intox déclenchée par les grands laboratoires pharmaceutiques avec la complicité de certains gouvernants ? C'est cette question que va se poser très sérieusement le Conseil de l'Europe, à Strasbourg, qui vient de lancer une commission d'enquête sur ce thème et prévoit d'en faire un « débat d'urgence » lors de son assemblée parlementaire de janvier.

À l'origine de cette décision, Wolfgang Wodarg, député allemand au sein du Conseil. Médecin, épidémiologiste, spécialiste des maladies pulmonaires, il préside la commission santé de l'Assemblée européenne qui vient donc de décider à l'unanimité de diligenter l'enquête et la procédure parlementaire. À charge un dossier particulièrement impressionnant établi par ce même Dr Wodarg.

Les multiples courroies de l'industrie pharmaceutique

Les mécanismes mis en œuvre par les grands laboratoires pour « faire du profit en diffusant la peur », selon les termes de cet ancien député du Parti social-démocrate allemand (SPD) (membre jusqu'en 2009 de la commission santé du Bundestag) sont décryptés, démontés. Rien ne justifie de sonner de cette façon le tocsin pour une maladie qui est, de loin, bien plus bénigne que la grippe saisonnière – « elle ne représente même pas un dixième des cas mortels habituels », souligne le parlementaire du Conseil de l'Europe. Sauf à se placer du point de vue des actionnaires des labos, pour qui les commandes publiques massives de vaccins sont une mine d'or.

Décisive est la capacité de l'industrie pharmaceutique à actionner de multiples courroies de transmissions dans le monde politique pour obtenir les décisions sur lesquelles elle va pouvoir faire jouer ses relais dans les médias pour faire gonfler la panique. Comment ? Wolfgang Wodarg revient sur la grippe aviaire de 2005-2006 pour laquelle avait déjà été orchestrée une campagne catastrophe. Et de pointer le rôle déterminant joué dans cette affaire-là, aux États-Unis, par un certain Donald Rumsfeld, alors secrétaire d'État à la Défense. Sous couvert de prévention, l'administration US avait alors réalisé des achats massifs de ces fameuses pilules de Tamiflu. Signe particulier : Rumsfeld avait été, jusqu'à son entrée en fonction au ministère, président du directoire du groupe Gilead Sciences qui, avec Roche, la multinationale suisse, produisait le... Tamiflu.

Une absence totale de transparence

À la même époque, le conflit d'intérêt est tout aussi transparent pour le chef du programme de vaccination de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un certain Klaus Stöhr. Ce spécialiste va passer ensuite à la direction du groupe Novartis et se trouve chargé aujourd'hui de la diffusion sur le marché du vaccin Optaflu contre... la grippe porcine. Le personnage a naturellement gardé tous ses relais au sein de l'OMS. S'appuyant sur des exemples concrets comme ceux-là, Wolfgang Wodarg dénonce « une absence totale de transparence » qui place, de fait, la « filiale santé » des Nations unies « sous la coupe de l'industrie pharmaceutique ». Responsables : les États et en particulier les grandes puissances qui, sous couvert d'installer les meilleurs experts, délèguent quasi systématiquement leurs pouvoirs à des spécialistes issus des grands labos. La proximité de nombreux gouvernements avec ces groupes est donc avérée. Elle se manifeste soit directement quand des hommes liges sont disponibles dans la place (le cas Rumsfeld), soit indirectement dans les organisations sanitaires internationales (le cas Stöhr), voire dans les instituts spécialisés nationaux, relève l'épidémiologiste. D'où le risque que ces organisations ne perdent finalement l'autorité et la crédibilité indiscutables dont elles devraient disposer. Une plus grande transparence par le biais d'un contrôle bien plus important des élus du peuple est nécessaire, souligne en substance le président de la commission Santé du Conseil de l'Europe. Cette démocratisation inédite apparaît effectivement comme le seul moyen de rendre leur lustre perdu à ces institutions, pourtant indispensables. Tant un travail sur les vrais risques sanitaires auxquels l'humanité se trouve exposée reste bien entendu plus primordial que jamais.

Le système actuel avec sa soumission aux labos ne permet pas de répondre à ce défi-là. Tout au contraire. Car si la campagne de panique autour de la grippe porcine s'est faite au profit des vendeurs de vaccins, la précipitation avec laquelle elle a été conduite s'est révélée, elle-même, dangereuse pour la santé publique, estime le Dr Wodarg en relevant que des millions d'êtres humains sains ont été ainsi « exposés de façon inutile en se laissant injecter des produits insuffisamment testés ».

Bruno Odent